

## Bureau du 9 mars 2022

L'an deux mille vingt et un, le neuf mars à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente

### Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente  
THOMAS Gil, 1<sup>er</sup> Vice-président  
MUTILLOD Christophe, 2<sup>ème</sup> Vice-président  
CHESSEL Pascal, 3<sup>ème</sup> Vice-président  
BERTHIER Marie-Pierre, 4<sup>ème</sup> Vice-présidente  
DEAGE Joseph, 5<sup>ème</sup> Vice-président  
LEI Josiane, Présidente CCPEVA  
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

### Absents/excusés :

TROMBERT Fabien, Président CCHC

Secrétaire de séance : Mme Marie-Pierre BERTHIER

Nombre de délégués membres du Bureau : 9 délégués

Date de convocation : 2 mars 2022

Délibération affichée le :

Point n°1 – Avis sur le projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal de Thonon-Agglomération

### **Préambule :**

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), créé le 25 avril 2003, a pour compétence la conception, le pilotage et la coordination des actions tendant à l'aménagement et au développement du Chablais. Le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a été arrêté par le Préfet le 18 septembre 2003. Le SCoT du Chablais a été approuvé le 30 janvier 2020.

Ce document a pour objectif de permettre aux communes du Chablais de mettre en cohérence, dans le respect du principe de subsidiarité, leurs politiques dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat, des équipements, des déplacements et de l'environnement.

### **Objet :**

Le Conseil Communautaire de Thonon-Agglomération a arrêté le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) le 30 novembre 2021. Le dossier de consultation des personnes publiques associées a été réceptionné au SIAC le 22 décembre 2021.

### **Madame la Présidente expose :**

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000,

Vu la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003,

Vu l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2003 fixant le périmètre du SCoT,

Vu la délibération du Comité syndical du SIAC du 30 janvier 2020 approuvant le SCoT du Chablais,

Vu la délibération du Comité Syndical du 26 août 2020 donnant délégation au Bureau Syndical pour les avis sur les documents d'urbanisme et d'aménagement,

Vu le dossier d'élaboration du RLPi de Thonon-Agglomération reçu au SIAC le 22 décembre 2021.

Considérant que la mise en place d'un RLPi sur le territoire de Thonon-Agglomération permet d'harmoniser la réglementation locale et d'adapter la gestion des publicités, pré-enseignes et enseignes,

Considérant que les objectifs exposés dans le projet de RLPi s'intègrent dans les objectifs du SCoT du Chablais, en particulier sur le volet paysager,

Considérant que la cartographie du RLPi permet un découpage du territoire prenant en compte les enjeux locaux, et qu'en particulier les zones ZP2 en entrées de ville ainsi que les trames paysagères sensibles s'inscrivent dans les objectifs liés aux axes vitrines et aux points de vue identifiés dans le SCoT,

Considérant que le RLPi a pris en compte pour la définition des zones ZP1, les espaces proches des rives localisés dans les cartographies de déclinaison de la loi littoral du SCoT du Chablais,

Considérant que sur la commune d'Yvoire, le périmètre des abords des monuments historiques défini ne semble pas, sauf erreur, correspondre aux secteurs patrimoniaux de la commune,

Considérant que le SCoT, sur la thématique spécifique de la publicité, recommande (recommandation 13 du DOO) que des RLP soient mis en place,

Considérant ainsi que l'élaboration du RLPi s'inscrit en compatibilité avec le SCoT du Chablais,

**A l'unanimité des membres présents, le bureau du SIAC dans la limite de ses compétences, n'a pas d'observation particulière à formuler concernant le projet d'élaboration du RLPi de Thonon-Agglomération.**



La Présidente,

Géraldine RFLIEGER

**Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.*